

LES RAISONS D'UN ENGAGEMENT ARMÉ

Des brigadistes aux djihadistes, combattre à l'étranger

Quels points communs entre un militant de gauche se rendant en Espagne en 1936 pour défendre la république et un individu qui part combattre aux côtés de l'Organisation de l'Etat islamique ? Sur le plan des objectifs, aucun. Mais l'observation des étapes de leurs parcours révèle quelques similitudes qui éclairent les ressorts d'un engagement. Et, dans le cas des djihadistes, les risques liés à leur retour.

par **Laurent Bonelli**, août 2015

« On ne sait pas combien vont revenir. Parmi ceux qui reviendront, on ne sait pas non plus combien basculeront dans la violence. Mais, vu leur nombre, c'est très inquiétant. » Dans le ton et sur le fond, ces propos du coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, M. Gilles de Kerchove (*Libération*, 20 novembre 2014), résument les préoccupations des dirigeants européens concernant leurs trois mille ressortissants partis se battre en Syrie et en Irak dans les rangs de l'Etat islamique ou du Front Al-Nosra.

« Faisons l'hypothèse que la moitié reviennent, poursuit M. de Kerchove, et projetons que 10% basculent ; cela fait cent cinquante personnes qui auront appris le maniement des armes et des explosifs, auront développé un réseau de camarades de combat dans le monde entier et auront fortement accru leur niveau de tolérance à la violence. L'affaire Nemmouche est là pour nous montrer le danger encouru (1). Il est assez grand pour empêcher les responsables des services de renseignement de dormir. » Les succès militaires de ces organisations sont en effet concomitants d'attentats menés par des individus ou par de petits groupes sur le territoire européen : au Musée juif de Bruxelles en 2014, à Paris et Montrouge en janvier 2015, à Copenhague en février.

Cela suscite des discours inquiets, voire des interprétations en termes de « guerre de civilisation », y compris de la part de M. Manuel Valls, le premier ministre français, le 28 juin dernier sur Europe 1.

Commissions parlementaires, rapports d'expertise et conférences internationales se multiplient. Des initiatives voient le jour, comme le programme « Focal Point Travellers » (Point de contact « voyageurs »), de l'agence policière européenne Europol. Une batterie de mesures sont déployées pour empêcher les départs et/ou les retours. Déchéance de nationalité, confiscation des documents d'identité, arrêt des prestations sociales, mise en examen, répression de la propagande (notamment sur Internet) et renforcement des contrôles aux frontières viennent compléter les arsenaux antiterroristes traditionnels.

Certains pays, comme le Danemark, ont mis en place des centres de déradicalisation destinés à « traiter » ceux qui reviennent. Un peu partout, les personnels des services sociaux, sanitaires, éducatifs, de même que les familles, sont enrôlés pour signaler toute velléité de départ.

L'apparente nouveauté du phénomène comme son ampleur expliqueraient cette formidable mobilisation et les restrictions de liberté qu'elle implique — notamment celle d'aller et venir. Pourtant, tout au long du XXe siècle, des Brigades internationales (BI) en Espagne (1936-1939) aux brigadistes ayant appuyé la révolution sandiniste de 1979 au Nicaragua ou les forces afghanes, bosniaques, tchéchènes... en passant par les volontaires français contre le bolchevisme (1941-1944) et les combattants du Machal dans la guerre ayant conduit à la création de l'Etat d'Israël en 1948, les exemples ne manquent pas d'individus rejoignant, en dépit des réticences de leur Etat d'origine, des conflits qui ne les concernent pas au premier chef. Le politiste américain David Malet a relevé leur présence dans plus de 20 % des guerres recensées entre 1816 et 2005. Leur nombre oscille entre quelques centaines et plusieurs dizaines de milliers (2).

Indépendamment de la diversité de ces expériences historiques et des jugements que chacun peut porter sur elles, leur juxtaposition fait ressortir des mécanismes communs. Elle permet de comprendre ce qui pousse certains à quitter leur famille, leurs amis, leur cadre ordinaire de vie et de travail, et à s'engager pour une cause lointaine, parfois réprouvée autour d'eux, souvent dangereuse, pour une rétribution qui demeure — à la différence de celle des mercenaires — très incertaine.

« Là où les choses se passent »

Une première piste, sans doute la plus évidente : l'idéologie. Les témoignages de combattants laissent une large place aux grands récits dans lesquels s'affrontent deux camps porteurs de visions du monde antagonistes. « *Dans l'islam*, explique M. Mourad Fares depuis la Syrie, *il n'y a ni frontière ni nationalisme : les musulmans forment une seule et même communauté. (...) C'est la troisième et dernière guerre mondiale qui a commencé ici. Le monde entier contre l'islam* (3). »

Cette conception rappelle la lettre laissée en août 1944 par Henri Duval à son père, dans laquelle il écrivait : « *A Londres, on s'engage pour lutter au profit du Capitalisme sauvage aux mains de la juiverie internationale. A Paris, on s'engage pour combattre le communisme et permettre l'avènement d'un Ordre nouveau. Ne m'en veuillez pas, j'ai choisi : je m'engage dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme* [LVF] (4). »

Ou encore les souvenirs de Simon Lagunas, militant du Parti communiste français (PCF), qui rejoint les BI en Espagne, en décembre 1936 : « *Il y a quelque chose que les gens ne peuvent pas comprendre et que nous avons vécu, qui est très important, c'est l'antifascisme. Ça a été le ciment de l'époque. Dans l'antifascisme, il pouvait y avoir différentes tendances, mais tous étaient unis par la volonté de barrer la route au fascisme* (5). »

La traduction d'un conflit en des catégories très générales et assez lâches (fascisme-antifascisme, communisme-anticommunisme, croyants-mécréants, etc.) mobilise des acteurs qui en étaient initialement éloignés. Cela permet de taire les dissensions politiques ou stratégiques à l'intérieur d'un même camp et, surtout, d'indexer la confrontation sur les identités préalablement endossées par les individus dans leur propre société. Le cadrage de la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995) en termes communautaires — l'agression contre les musulmans — plutôt que nationaux — Bosniaques contre Serbes ou Croates — augmente les chances de recruter des combattants étrangers. Il élargit le spectre des personnes concernées et facilite l'identification avec ceux qui souffrent.

Emmanuel Mignard, riveur, jeune militant communiste d'Issy-les-Moulineaux, expliquait ainsi son départ pour l'Espagne, en novembre 1936 : « *Ma principale motivation ? Assez vague, du fait que je n'étais pas un militant averti et que je ne définissais pas très bien le pourquoi. Ce que je définissais bien, c'était qu'il y avait des ouvriers, que j'étais un ouvrier, j'étais un exploité — ça, j'en étais convaincu —, et qu'il y en avait d'autres qui étaient en train de se faire massacrer, et que ce n'était pas normal qu'on ne les aide pas. (...) Je l'ai fait un peu par instinct.* » Un « *instinct de classe* », ajoutait son camarade Marcel Bertone. On

observe des ressorts similaires chez des musulmans partis en Syrie, comme le montre cette lettre envoyée par une jeune femme à sa mère : *« J'ai besoin de venir en aide du mieux que je peux à nos frères et sœurs, ils n'ont pas à subir tout cela pendant que nous on regarde et qu'on ne fait rien pour que les choses changent (6). »*

Décrire un conflit sous l'angle d'une identité globale menacée localement par une coalition de forces adverses constitue ainsi un puissant vecteur d'attraction de volontaires étrangers. Chez certains — sans doute les plus politisés —, cette vision défensive se double du désir de participer à la réalisation concrète d'une utopie, que celle-ci prenne la forme d'une révolution sociale, d'un ordre nouveau ou encore d'un Etat « juif » ou « islamique ».

Lorsque les perspectives de transformation semblent éloignées ici alors qu'elles paraissent se rapprocher ailleurs, le départ peut devenir une option. *« Dans notre société fliquée, bétonnée, nucléarisée, coincés dans notre individualisme étriqué, il nous est parfois bien difficile de maintenir au soleil la fleur vacillante de l'espoir »*, disait ce militant suisse parti rejoindre les brigades de travail au Nicaragua en 1983. *« Pour la première fois, renchérissait l'une de ses camarades, il y avait la possibilité concrète de se rendre sur place pour être au contact d'un peuple qui avait réussi une révolution. » (7)*

Hier en Espagne, en Palestine ou en Allemagne, aujourd'hui en Irak et en Syrie, la combinaison *« de l'universalité transcendant tout particularisme étroit et de l'enracinement dans la construction d'une "utopie" concrète sur le terrain (8) »* semble expliquer la mobilisation massive de volontaires étrangers. Ils expriment leur satisfaction d'être *« là où les choses se passent »*. *« C'est une période historique et je veux en faire partie. (...) On sait que le Mahdi [le sauveur] va sortir de là-bas et je veux y être (9) »*, affirme Souleymane, ouvrier mécanicien de 24 ans parti en Syrie au printemps 2013 avec femme et enfant.

En pratique, l'acquisition de cette grille de lecture repose largement sur le travail de médiateurs dans les pays de départ. Partis politiques, organisations ouvrières, sionistes ou musulmanes, associations caritatives ou culturelles : autant d'espaces dans lesquels se produit et se diffuse une vision idéologique du conflit. Outre des raisons d'agir, ils fournissent parfois des moyens pour le faire, en levant des fonds, en prenant en charge la logistique nécessaire à l'acheminement de volontaires, d'armes ou de matériel, et en établissant des points de chute dans la zone de conflit. Certains s'engagent ouvertement, tels l'American League for a Free Palestine en Israël ou le Parti populaire français de Jacques Doriot auprès de la LVF; d'autres, plus discrètement, tel le PCF en Espagne. Il arrive que les autorités les soutiennent, comme lorsque la Central Intelligence Agency (CIA) facilitait, à la fin des années 1980, l'activisme de certaines mosquées américaines dans le recrutement et le financement de volontaires pour l'Afghanistan; mais, le plus souvent, elles les réprouvent.

Avec l'essor d'Internet et des nouvelles technologies fleurissent également des intermédiaires virtuels qui diffusent des vidéos de propagande, dialoguent sur les réseaux sociaux et, le cas échéant, communiquent des contacts et des itinéraires. M. Fares et M. Omar Diaby (plus connu sous son pseudonyme, Omar Omsen) ont ainsi acquis une certaine notoriété chez les francophones préoccupés par le conflit syrien. Mais, souligne un responsable du renseignement français, *« il ne faut surtout pas négliger la présence d'une personne physique qui concrétise dans la vraie vie les théories glanées sur les forums »* (Libération, 2 juillet 2015).

Le rôle de ces intermédiaires compte d'autant plus que la mobilisation de volontaires internationaux repose surtout sur une émulation entre copains de classe ou de quartier, entre collègues de travail, entre camarades politiques ou compagnons de prière, voire entre membres d'une famille. Pierre Andrieux raconte ainsi que, à l'issue d'une réunion sur l'Espagne, l'orateur termina son allocution *« en demandant qui était prêt à partir »* : *« J'étais avec mon ami Georges Vallet, nous militions dans la même cellule. Il a levé la main immédiatement. Quand je l'ai vu, je me suis dit : "Après tout..." , et j'ai levé la main aussi. »* Les premiers volontaires tracent des itinéraires en tâtonnant et transmettent des informations utiles à leurs

proches, au point que des groupes se reconstituent parfois sur place. En Syrie et en Irak, une vingtaine de jeunes de la région de Lunel (Hérault) ou une quinzaine de leurs homologues du quartier de la Meinau, à Strasbourg, ont ainsi pu se rassembler pour un temps.

Si l'idéologie ne suffit pas à provoquer spontanément l'engagement, elle lui donne incontestablement un sens, perceptible dans la plupart des témoignages de combattants étrangers. Pour autant, ces récits demeurent incomplets, voire trompeurs. Ils restent en effet des modes de présentation de soi, des justifications vis-à-vis des proches, des journalistes ou des chercheurs qui les recueillent. Difficile, dès lors, d'évoquer des motivations plus triviales, comme une rupture affective ou familiale, un besoin de reconnaissance ou encore l'envie de découvrir le monde. Si bien que les raisons invoquées se superposent souvent avec celles offertes par les organisations rejointes, accréditant ainsi l'illusion d'un ajustement parfait entre les militants et la cause (10).

Au-delà des discours, un détour par les caractéristiques sociales et les trajectoires des volontaires étrangers apparaît donc nécessaire pour mettre au jour les déterminants individuels et collectifs de l'engagement.

Parmi leurs premiers points communs : la jeunesse. Le dépouillement par l'historien Rémi Skoutelsky de 3 910 fiches remplies par des Français en Espagne fait apparaître que les moins de 30 ans représentaient 60 % du total et les plus de 40 ans seulement 4,4 %. Le registre de 595 « combattants étrangers en Irak » saisi par l'armée américaine dans la ville de Sinjar en octobre 2007 montre que plus de la moitié ont moins de 22 ans (11). Quant aux 235 membres des brigades de solidarité avec le Nicaragua étudiés par Kadelbach, 65 % d'entre eux avaient moins de 29 ans et seulement 6,8 % plus de 40 ans. Enfin, si l'on en croit les parlementaires français, les volontaires pour la Syrie sont « *principalement des jeunes âgés de 15 à 30 ans* (12) ».

« Soldats Gucci » venus du Golfe

Plus difficile, l'analyse des statuts socio-professionnels révèle également des constantes. L'engagement concerne d'abord les ouvriers et les manœuvres : plus de 82 % des brigadistes français en Espagne. Philippe Carrard rapporte pour la LVF que « *les employés, les ouvriers d'usine, les ouvriers agricoles constituaient la plus grande partie de l'organisation, montrant que celle-ci avait recruté avant tout dans la très petite bourgeoisie et le lumpen-prolétariat* (13) ». En revanche, en Irak et au Nicaragua, les étudiants prédominent : respectivement 43 % et 20 % des recrues.

Bien qu'éclairantes, ces statistiques méritent d'être précisées. Elles suggèrent en effet que l'une des principales conditions de l'engagement est la « *disponibilité biographique* (14) ». L'absence d'emploi stable et valorisant, de vie familiale établie (avec, notamment, des enfants) : autant d'éléments qui facilitent dans bien des cas le départ, puisque « rien ne vous retient ». Cette disponibilité concerne plus facilement les jeunes et les étudiants, mais peut être partagée par des individus plus âgés qui ont vécu une perte d'emploi, une séparation ou un décès.

L'engagement offre d'abord une rupture avec la banalité du quotidien. L'anarchiste Léo Voline, vétéran de la bataille de Teruel durant la guerre d'Espagne, lance : « *Fabriquer des postes [de radio] à longueur de semaine pour aller au cinéma le dimanche, recommencer le travail et le cinéma le dimanche. C'était ça, la vie à cette époque ! Bon alors, non, cette vie monotone, moi non. C'est les 20 ans qui parlent, comme chez bien d'autres, je pense.* » Malet signale pour sa part la présence en Afghanistan de fils de bonnes familles du Golfe, « *allant et venant, comme en voyage, comme en vacances* », pour des « *jihad tours* », au point de gagner auprès des combattants locaux le surnom de « *soldats Gucci* ».

L'attrait de l'inconnu se combine parfois avec un désir de revalorisation de soi. Ceux qui ont des compétences militaires, techniques ou médicales peuvent aspirer à des positions inaccessibles dans leur pays d'origine, tel cet ancien légionnaire français qui se voit confier le commandement d'unités de combat

dans le nord de l'Irak ; ceux qui en sont dépourvus peuvent du moins trouver dans le groupe une insertion, parfois un salaire. Ils y cherchent également la possibilité de restaurer leur dignité en se rendant « utiles », alors même qu'ils sont souvent considérés comme surnuméraires dans leur propre société.

C'est particulièrement le cas de ceux qui ont un passé de délinquant, présents en nombre sur l'ensemble des terrains étudiés. Certes, la crainte de la répression, l'attente d'un jugement accélèrent le départ ; certes, l'engagement armé prolonge des conduites à risque antérieures (violence, défi, consommation de drogues). Mais il ne faut pas sous-estimer ce que cette expérience permet en termes de reconstruction de l'estime de soi. *« Il y a eu des Français qui avaient un peu sombré du point de vue social et qui sont allés en Espagne, et qui se sont bien repris. Ils se sont bien intégrés, et dans l'esprit et dans l'action des Brigades internationales. Et ils ont eu un comportement moral tout à fait différent du comportement... discutable de leur vie antérieure »*, témoignait le syndicaliste François Mazou. Les groupes islamistes armés fournissent un idéal et peuvent apporter une forme de renaissance, que consacre un changement de nom. Les photos martiales imprudemment publiées sur les réseaux sociaux voudraient attester cette transformation.

L'engagement à l'étranger apparaît donc comme la rencontre d'un travail idéologique de formulation du conflit et de dispositions personnelles qui incitent à partir. Mais le tableau ne serait pas complet sans une troisième dimension essentielle : ce qui se passe une fois sur place.

Arrivés à destination, au terme de voyages souvent rocambolesques durant lesquels ils ont dû échapper aux contrôles des autorités et trouver le moyen de franchir la frontière (le plus souvent en payant des passeurs), les aspirants combattants découvrent des situations extrêmement confuses. Une ville, un territoire peut un jour être tenu par un camp ou une faction et le lendemain par une autre. Si bien que le hasard joue un grand rôle dans les unités qu'ils peuvent rejoindre : des militants communistes ont intégré des colonnes anarchistes en Espagne, et bien malins seraient les jeunes volontaires européens qui pourraient se targuer de rejoindre à coup sûr l'Organisation de l'Etat islamique ou le Front Al-Nosra. Contrairement à ce que prétendent leurs dirigeants, ni l'un ni l'autre ne constituent en effet des organisations unifiées, mais plutôt des regroupements d'unités de combat (*katibas*), dont le recrutement et l'assise sont surtout locaux et qui se placent sous la bannière de l'un ou de l'autre. Dans l'une des rares enquêtes de terrain sur le conflit syrien, Romain Huët montre même que certains combattants initialement affiliés à l'Armée syrienne libre (ASL) peuvent changer d'allégeance en fonction de l'évolution des rapports de forces (15).

Tenus à distance du feu de l'action

A ce moment s'opère également la rencontre entre l'impatience d'en découdre des nouveaux arrivants et les besoins opérationnels des groupes sur place, qui ne coïncident pas toujours. La bonne volonté ou même quelques semaines d'entraînement ne suffisent pas pour forger des combattants efficaces. M. Abou Hajar, un ingénieur informatique français d'origine syrienne membre des Faucons du Sham, l'explique sans fard : *« Ces jeunes seraient un poids pour nous. Il faut les protéger, car ils n'ont jamais tenu un fusil. Aussi, ce que je conseille à nos frères qui désirent rejoindre les rangs des moudjahidin, c'est de les soutenir d'abord financièrement. »* Ce point de vue était aussi celui d'André Marty, inspecteur général des BI en Espagne, lorsqu'il écrivait en 1936 aux responsables du PCF : *« Le détachement de 515 hommes que nous avons reçu ce matin est encore plus mauvais que le précédent : environ 42% n'ont jamais fait de service militaire. Il y a aussi des malades et des réformés de l'armée pour blessure. »*

Compte tenu de la rareté des ressources (vivres, armes, munitions), les organisations entendent les réserver à ceux qui seront les mieux à même d'en faire bon usage, et sélectionner ceux qui sauront s'adapter rapidement aux exigences de leur tactique militaire. Nombre de jeunes volontaires en Syrie et en Irak se voient donc confier des tâches subalternes et monotones, comme la garde d'un camp ou d'un checkpoint, et doivent eux-mêmes acquérir leurs armes (de 1 300 à 1 500 euros pour une kalachnikov) et leurs munitions.

« *Quand tu vas au front, raconte Yassine, venu d'une cité de Seine-Saint-Denis, c'est la katiba qui te donne les balles. Mais pour ta propre sécurité, c'est toi qui les achètes. C'est 1 euro par balle.* »

Il en va différemment pour ceux qui possèdent des compétences rares. « *A notre avis, écrit Marty, les seuls n'ayant pas fait le service militaire qui peuvent être envoyés ne doivent être que des spécialistes (aviateurs, mécaniciens, etc.).* » La Haganah, organisation sioniste clandestine très active durant la guerre de 1947-1949, démarcha directement et personnellement des pilotes civils et militaires anglo-saxons pour qu'ils rejoignent ses rangs. Plus récemment, les propagandistes de l'Etat islamique ont lancé dans leur revue en anglais, *Dabiq*, « *un appel spécial aux personnes disposant d'une expertise militaire, administrative et de service, ainsi qu'aux médecins et aux ingénieurs de toute spécialisation. Nous les appelons et leur rappelons de craindre Allah, leur émigration est wajib'ayni [une obligation individuelle]; ainsi, ils pourront répondre au besoin pressant que les musulmans ont d'eux (16)* ».

Si les « experts » font de précieuses recrues, généralement traitées avec égards et bien payées, les autres volontaires étrangers peinent à s'intégrer pleinement parmi les combattants locaux. Outre leur piètre valeur militaire, la plupart ne parlent pas, ou mal, la langue locale, ce qui accroît les problèmes de coordination et les risques. Ils sont donc toujours regroupés par langues, dans des brigades autonomes, ce qui accentue leur distance avec les autres unités.

La méconnaissance linguistique se double souvent de celle de la situation locale, tant sur le plan culturel que politique. Les termes idéologiques dans lesquels les combattants étrangers perçoivent le conflit, et qui justifient leur engagement, les poussent à adopter des positions de principe là où leurs homologues locaux privilégient parfois des approches plus pragmatiques. Ces derniers luttent pour défendre leur famille, leur village, davantage que pour un projet global. « *La maladie générale des volontaires à leur arrivée en Espagne, raconte Marty, était le sectarisme, l'incompréhension de la politique du Front populaire, le peu d'étude de la situation en Espagne. Français, Polonais, Italiens, etc., avaient comme mot d'ordre pendant trois mois : "Les soviets partout!"* » Malet rapporte également les frictions observables en Afghanistan, en Bosnie ou en Somalie entre les partisans d'un « djihad global » et ceux qui souhaitent d'abord chasser les troupes soviétiques, serbes ou croates, les Américains ou des factions rivales. Durant le conflit israélien, l'acronyme de l'organisation des volontaires étrangers, Machal, fut même transformé en yiddish en « *dingues de l'extérieur de la terre d'Israël* ».

Partis se battre pour un idéal, les combattants étrangers se montrent souvent intransigeants à l'heure de nouer des alliances stratégiques, jugées nécessaires par les commandants locaux, avec des groupes armés d'obédience politique, communautaire ou religieuse différente. Ils essaient parfois aussi d'imposer leurs vues aux populations civiles, au mépris de leur histoire. Ephémère « émir » d'une brigade française en Syrie, M. Omsen lui-même s'emporte contre ce qu'il nomme les exactions de certains jeunes Européens, susceptibles selon lui d'aliéner les autochtones à la cause : « *Je suis allé les voir et je leur ai dit : "La charia que vous appliquez, elle est injuste." (...) Avant d'appliquer le fouet à quelqu'un qui a fait de la fornication, il y a une éducation à faire. (...) Le prophète, il a mis vingt-trois ans à poser les bases de la religion. L'alcool n'a pas été interdit d'un coup.* »

De réputation douteuse au niveau militaire, peu en phase avec les exigences tactiques du conflit, les combattants étrangers peinent à conquérir une légitimité là où ils se déploient. Ils sont donc tenus à distance du feu de l'action — comme la LVF, rattachée à des divisions de sûreté de l'armée allemande pour assurer l'ordre à l'arrière du front — ou, au contraire, utilisés sans grande considération comme chair à canon. La bataille de Teruel, durant l'hiver 1937-1938, dans laquelle un bataillon entier de la 13e Brigade internationale fut mis hors de combat, est restée gravée dans la mémoire des survivants, tant la proportion de morts et de blessés dépassa celle des autres unités. En Irak, l'esprit de sacrifice combiné à la faible valeur militaire des volontaires venus d'ailleurs expliqueraient pourquoi les organisations locales les utilisent pour commettre des attentats-suicides (17). Si l'on y ajoute la dureté de la guerre (même loin du front), sa durée, la distance — voire la défiance — qui les sépare des populations locales et les modalités de

leur engagement dans le combat, on comprend la démoralisation qui frappe souvent les étrangers.

Ceux qui continuent se battent alors moins par conviction idéologique que par fierté, par solidarité avec le groupe ou par devoir envers ceux qui sont tombés. D'autres essaient de s'enfuir. En février 1937, le chef du gouvernement républicain espagnol, Francisco Largo Caballero, ferme la frontière et enjoint au directeur de la Sûreté d'empêcher « *par tous les moyens et avec le concours des policiers et des gardes d'assaut* » le départ des volontaires étrangers. De son côté, l'Etat islamique aurait mis en place à Raqqa une police militaire pour traquer les déserteurs, en exécutant même une centaine (*Financial Times*, 19 décembre 2014). *Dabiq* prend soin de publier une photo montrant comment deux d'entre eux ont été abattus (18). Lorsqu'il s'agit de mineurs ou de piètres soldats, les commandants locaux semblent plus coulants et en laissent filer certains. Au 2 juillet 2015, parmi les 1 210 personnes qui avaient fait le voyage de France vers la Syrie et l'Irak, 27% étaient déjà revenues (19).

Que feront-ils de retour au pays ?

Même en cas de victoire, les volontaires étrangers ne demeurent généralement pas sur place. « *J'étais prêt à mourir pour Israël, pas à y vivre* », résume un Sud-Africain du Machal, rentré chez lui comme plus de 90% de ses camarades (20). Les retours ont toujours légitimement inquiété les services de police et de renseignement. Ces militants vont-ils prolonger leur activité dans leur pays d'origine et menacer l'ordre social et politique ou, fatigués, vont-ils rechercher une existence moins tumultueuse ?

La réponse dépend bien entendu des individus et des contextes, mais aussi des mesures adoptées par les autorités. Malet et Skoutelsky suggèrent que les anciens combattants qui purent réintégrer sans trop de difficultés la vie civile (avec des mesures de surveillance policière plus ou moins discrètes) poursuivirent parfois une activité politique, mais de moindre intensité. En revanche, ceux qui encouraient une féroce répression, comme les volontaires afghans dans des pays arabes, prirent un autre chemin. Dans l'impossibilité de rentrer chez eux, bon nombre se « professionnalisèrent », passant ensuite d'un conflit à l'autre. Ils devinrent ainsi des points de contact entre groupes épars, qu'ils contribuèrent à unifier sous une bannière commune (le « djihad global ») et auprès desquels ils diffusèrent leur savoir-faire en matière d'attentats, de fabrication de faux papiers, etc.

Le sociologue Emile Durkheim faisait de l'observation et de la comparaison le fondement des sciences sociales. Pas parce que tout se vaut : les membres des BI ne sont pas les volontaires du Machal, de la LVF ou de l'Etat islamique, et ces expériences demeurent irréductibles les unes aux autres. Mais l'analyse systématique des mécanismes concrets par lesquels des individus aussi différents se sont battus pour faire advenir des utopies opposées déplace le curseur du jugement moral vers le terrain politique. Comment, dans une période donnée, combat-on un idéal susceptible de pousser certaines fractions de la population à quitter leur pays parce que cet idéal donne sens à leur existence ? Il paraît certain que la rhétorique paresseuse de la « guerre de civilisation », qui mêle interventions militaires à l'extérieur et raidissement sécuritaire à l'intérieur, ne constitue pas une réponse.

Laurent Bonelli

Maître de conférences en
science politique à l'université
Paris Ouest Nanterre La
Défense (Institut des sciences
sociales du politique).

(1) M. Mehdi Nemmouche est un jeune Français accusé de l'attentat contre le Musée juif de Bruxelles, qui a fait quatre morts le 24 mai 2014. Il aurait auparavant passé un an en Syrie.

(2) David Malet, *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford University Press, New York, 2013.

- (3) Johann Prod'homme, « [Le djihad, lol \[https://www.vice.com/fr/read/le-djihad-lol-recruteur-francais-en-syrie\]](https://www.vice.com/fr/read/le-djihad-lol-recruteur-francais-en-syrie) », Vice.com, 12 février 2014.
- (4) Philippe Carrard, *Nous avons combattu pour Hitler*, Armand Colin, Paris, 2011.
- (5) Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales (1936-1939)*, Grasset, Paris, 1998. Sauf indication contraire, les citations concernant les Brigades internationales en Espagne sont extraites de cet ouvrage.
- (6) François Vignolle et Azzeddine Ahmed-Chaouch, *La France du djihad*, Editions du Moment, Paris, 2014.
- (7) Thomas Kadelbach, *Les Brigadistes suisses au Nicaragua (1982-1990)*, Université de Fribourg, coll. « Aux sources du temps présent », 2006.
- (8) Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech. L'Etat islamique ou le retour de l'Histoire*, La Découverte, Paris, 2015.
- (9) David Thomson, *Les Français jihadistes*, Les Arènes, Paris, 2014. Sauf indication contraire, les citations concernant la Syrie sont extraites de cet ouvrage.
- (10) Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.
- (11) Brian Fishman et Joseph Felter, *Al-Qa'ida's Foreign Fighters in Iraq : A First Look at the Sinjar Records*, Combating Terrorism Center, New York, 2007.
- (12) Nathalie Goulet et André Reichardt, « [Rapport sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe \[http://www.senat.fr/notice-rapport/2014/r14-388-notice.html\]](http://www.senat.fr/notice-rapport/2014/r14-388-notice.html) », Sénat, Paris, avril 2015.
- (13) Philippe Carrard, *Nous avons combattu pour Hitler*, op. cit.
- (14) Doug McAdam, « Recruitment to high risk activism. The case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, Chicago, 1986.
- (15) Romain Huët, « Quand les "malheureux" deviennent des "enragés" : ethnographie de moudjahidines syriens (2012-2014) », *Cultures & Conflits*, n° 97, Paris, été 2015.
- (16) *Dabiq*, n° 1, Ramadan 1435 (juillet 2014).
- (17) Mohammed M. Hafez, *Suicide Bombers in Iraq : The Strategy and Ideology of Martyrdom*, United States Institute of Peace, Washington, DC, 2007.
- (18) *Dabiq*, n° 5, Muharram 1436 (novembre 2014).
- (19) Sébastien Pietrasanta, « [La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme \[http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/154000455.pdf\]](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/154000455.pdf) » (PDF), rapport au ministre de l'intérieur, Paris, juillet 2015.
- (20) David Malet, op. cit.

Voir aussi le [courrier des lecteurs](#) dans notre édition de septembre 2015.

